

À l'assaut des mairies

Par Cole Stangler

Dans une poignée de villes à travers la France, les partis de gauche mettent de côté leurs différences et s'allient pour les élections municipales de mars. Cependant, les tensions et les incertitudes ne sont jamais bien loin.

*Dans les villes la boue m'apparaissait soudainement rouge et noire,
comme une glace quand la lampe circule dans la chambre voisine,
comme un trésor dans la forêt !*

~Arthur Rimbaud, « Une saison en enfer »

La gauche française a connu des jours meilleurs.

Depuis l'élection du Président Emmanuel Macron en 2017, la panoplie de partis de gauche du pays a lutté pour avoir plus d'impact sur la politique, sans parler du débat national. Tandis que les tentatives de réformes controversées se sont effondrées comme des dominos—d'abord au niveau du droit du travail et du réseau ferroviaire, puis au niveau de l'assurance chômage, et enfin au niveau des retraites—les frustrations publiques ne se sont pas du tout traduites en avantages politiques pour les progressistes. Mais de nouvelles élections amènent de nouveaux espoirs. Et quand la France se rendra aux urnes en mars pour élire ses maires et conseils municipaux, la gauche profondément fragmentée du pays espère que les électeur·rice·s aideront à inverser la tendance.

Avec environ 35.000 municipalités en jeu—nombre le plus élevé de ce type en Union européenne—l'optimisme est, tout du moins, largement permis. Dans un certain nombre d'endroits, de nouvelles alliances portées par la masse visent à faire basculer leurs villes à gauche. Dans d'autres municipalités, des coalitions plus établies collaborent pour tenter de s'emparer de la mairie. Dans d'autres villes encore, les partis de gauche—notamment le Parti communiste français (PCF) et le Parti socialiste (PS)—visent à défendre leurs majorités.



Tout ceci prend place dans ce qui pourrait être qualifié de climat politique le plus instable dans l'histoire de la Cinquième République : une immense source d'incertitude, sans aucun doute, mais aussi un climat prometteur si les candidats de gauche parviennent à jouer les bonnes cartes. Les grèves générales concernant la réforme des retraites—impressionnantes, à la fois,

par leur niveau de soutien public et par leur durée—pourraient aussi offrir une impulsion inattendue. Alors que La République en marche (LREM), parti du Président, défend ce qui reste une révision impopulaire du système des retraites en France—avec un vote programmé en Assemblée nationale mi-février—les divers partis de gauche peuvent montrer leur soutien au mouvement et leur plus grande défense de l'État-providence menacé en France. Bien sûr, les élections municipales tendent à se concentrer sur les aspects essentiels de la gouvernance locale, mais les électeur·rice·s pourraient avoir des difficultés à ignorer le contexte national.

Les insurrections citoyennes

Parmi les principales métropoles françaises, aucune ne semble plus susceptible de basculer à gauche que **Marseille**. C'est une célèbre ville portuaire de classe ouvrière et variée—et aussi une ville dans laquelle une majorité des électeur·rice·s ont opté pour Jean-Luc Mélenchon ou La France Insoumise (LFI) au premier tour des dernières élections présidentielles. Pourtant, elle reste une énigme politique. Pendant les vingt-cinq dernières années, la seconde ville de France a été gouvernée par la droite avec Jean-Claude Gaudin, un produit fossilisé des décideurs du sud qui vient de fêter ses 80 ans. Un faible taux de participation s'est avéré vital au succès de J.C. Gaudin au fil des ans et, plus récemment, a précipité la montée de forces encore plus sombres. Lors des élections européennes de l'an dernier—avec une maigre participation de quatre sur dix—le Rassemblement National (RN) d'extrême droite, emmené par Marine Le Pen, a obtenu plus de votes que toutes les autres listes.

Mais avec le départ de J.C. Gaudin ce printemps, la gauche de Marseille a saisi l'occasion. La toute nouvelle [coalition](#) baptisée « Printemps marseillais » s'enorgueillit du soutien des socialistes, des communistes et de la France Insoumise. Alors qu'il s'agit de trois rivaux au niveau national—et virulents rivaux qui plus est—les responsables et activistes de parti à Marseille partagent l'idée qu'avancer seul serait trop coûteux. Comme me l'affirmait au téléphone, en novembre dernier, Benoît Payan, chef de l'opposition socialiste au conseil municipal et sympathisant du Printemps marseillais : « Au final, ce qui nous unit est plus important que ce qui nous différencie. »



À Marseille, comme dans beaucoup d'autres villes, les alliances entre les partis de gauche ne sont pas juste optionnelles—elles sont toutes essentielles pour que les partis constitutifs gardent une chance de gouverner. Elles sont aussi encouragées par les règles des élections municipales, qui durent généralement deux tours : si aucune liste ne remporte une majorité absolue après le premier tour, chaque candidature ayant obtenu au moins 10 pour cent de soutien se qualifie pour la phase finale. À ce stade, les listes qualifiées sont autorisées à fusionner, tandis que les candidats ayant obtenu au moins 5 pour cent au premier tour peuvent aussi attribuer leur soutien à une autre liste qualifiée. Dans la pratique, le système encourage les accords pour former des majorités.

De tels pactes sont souvent conclus entre les tours, mais les alliances plus matures présentent leurs propres avantages. Les coalitions qui ont déjà formé une unité avant le premier tour peuvent se concentrer sur la campagne du début à la fin au lieu de consacrer un temps précieux au marchandage à huis clos. Elles montrent aussi une plateforme et un message cohérent, tout en surfant sur la vague générée par un résultat fort au premier tour. C'est précisément ce que vise le Printemps marseillais : devancer à la fois les candidats de droite traditionnelle et les candidats d'extrême droite avant la phase finale.

La pression du peuple s'avère aussi essentielle. À Marseille, la volonté de s'unir a été alimentée par un sentiment d'urgence depuis la tragédie de novembre 2018 à la rue d'Aubagne, au cours de laquelle deux immeubles vétustes se sont effondrés faisant six morts. À la suite de cette catastrophe—rapidement devenue le symbole de la vaste négligence publique pour les résident·e·s à faibles revenus—les activistes communautaires ont commencé à susciter un soutien en faveur d'une candidature de gauche unique. Les débats lancés par les collectifs citoyens ont finalement donné lieu à la formation du Printemps marseillais. Le groupe bénéficie aussi du soutien notable de la branche locale de la Confédération générale du travail (CGT)—syndicat de salariés militant qui appuie rarement une candidature à une élection explicitement.

Pour sûr, la coalition affronte sa part d'obstacles. Par exemple, les écologistes de Marseille ont décidé de ne pas soutenir l'alliance, jurant de plutôt présenter leur propre liste, du moins pour l'instant. Dans le même temps, la sénatrice non affiliée et ex-socialiste, Samia Ghali, lance sa propre campagne, menaçant de détourner des votes. Enfin, la coalition elle-même s'est vigoureusement bagarrée pour décider qui serait en tête de liste. Certains au sein de LFI étaient opposés à l'idée de s'allier derrière un socialiste, y compris Jean-Luc Mélenchon, qui représente un district de Marseille à l'Assemblée nationale.



Néanmoins, l'alliance semble avoir trouvé une solution à ce dilemme début janvier en désignant l'écologiste Michèle Rubirola comme tête de liste. Médecin et conseillère départementale de Marseille, M. Rubirola a désormais le soutien des trois principaux partis de l'alliance. « C'est surprenant qu'une seule personne puisse rassembler tout le monde, avoir la confiance de tous, » déclare Théo Challande, autre dissident écologiste étroitement impliqué dans le Printemps marseillais. « Il n'y a peut-être qu'une seule personne qui en est capable et c'est Michèle Rubirola. »

L'unité n'est pas la seule chose impressionnante au sujet de cette coalition. En tant que produit de la pression d'en bas, le Printemps marseillais met en avant ce que les sympathisant·e·s appellent l'« [engagement citoyen](#). » Ses statuts exigent que les décisions soient approuvées par un parlement qui partage le pouvoir entre une branche « politique » et une branche « citoyenne », offrant aux activistes issus du peuple une autorité non négligeable. Théo Challande déclare que le modèle a permis d'attirer du soutien et alimente un buzz général autour de l'alliance. « Ce sont des gens qui comprennent leur ville et y vivent, » dit-il des sympathisant·e·s du groupe. « C'est cette compréhension et cette proximité avec la ville, ce lien avec la terre, qui rend l'unité possible. »

Alors que la campagne bat son plein en février, la grande question à Marseille est peut-être de savoir si les écologistes vont finalement rejoindre l'alliance. Un accord éventuel pourrait attendre la fin du premier tour le 15 mars. Toutefois, pour les sympathisant·e·s du Printemps marseillais, la question du moment où ils préféreraient que cela se produise ne se pose même pas : le plus tôt sera le mieux.

+++

Une autre ville qui semble prête à être cueillie est **Toulouse**, qui ressemble à Marseille en bien des points. Connue comme « La Ville Rose » pour la teinte de ses immeubles en terre cuite, cette ville du sud-ouest montre une tendance à gauche lors des élections nationales et a soutenu J.L. Mélenchon en [2017](#) ; elle est aussi gouvernée actuellement par un maire de droite et a assisté à l'émergence d'une organisation dirigée par le peuple visant à restaurer le pouvoir de la majorité progressiste de la ville.



L'Archipel Citoyen de Toulouse présente une [structure](#) décentralisée qui insiste sur une prise de décision basée sur le consensus et un apport des activistes locaux. Formé en 2017, l'Archipel Citoyen a gagné le soutien des branches locales des écologistes, de la France Insoumise, du Parti pirate et de Place Publique, un petit parti nouvellement formé qui s'est allié aux socialistes lors des élections européennes de l'an dernier. Le groupe a aussi adapté une méthode audacieuse pour choisir au moins une partie de ses candidat·e·s. Alors que le conseiller municipal écologiste Antoine Maurice est le candidat à la mairie du collectif, le sixième de la liste derrière lui a été [sélectionné](#) au hasard, par tirage au sort.

« Dans notre analyse de la crise démocratique, nous observons, bien sûr, qu'il y a une division entre le monde politique en général et entre les citoyen·ne·s—une méfiance et un sentiment que, finalement, la politique est réservée à certaines personnes et à certaines catégories, » m'explique Antoine Maurice. « Au contraire, nous avons la conviction que tou·te·s les résident·e·s sont capables de décider ce qui est bon pour leur ville et, par conséquent, ont la capacité d'être elles-mêmes et eux-mêmes élu·e·s à la ville de Toulouse. Le tirage au sort est un moyen de rendre la légitimité aux résident·e·s de la ville afin qu'il·elle·s puissent prendre des décisions sur les sujets qui les concernent. »

Ceci dit, le chemin vers la victoire pourrait être semé d'embûches. Le Parti socialiste et le Parti communiste se sont unis pour soutenir un autre candidat. Pendant ce temps, l'ancien maire de Toulouse, Pierre Cohen, présente sa propre liste, soutenue par Génération.s., un petit parti fondé par l'ancien candidat socialiste à la présidence en 2017, Benoît Hamon. En fonction des qualifiés pour le second tour, les alliances de gauche semblent difficiles à éviter.

Lorsqu'on lui parle d'un partenariat éventuel avec un de ces autres candidats, A. Maurice dit que c'est aux électeur·rice·s toulousain·e·s de décider. Dans tous les cas, il insiste sur le fait que la tendance est favorable à l'Archipel Citoyen. « C'est la liste qui réunit les gens, » explique le candidat. « C'est la liste qui sait réunir les citoyen·ne·s et les forces politiques qui forment le spectre de la gauche et des écologistes. Nous voyons s'installer à Toulouse une dynamique de rassemblement. »

Amiens est une autre ville qui pourrait basculer à gauche avec une nouvelle coalition. Ancien centre industriel à seulement 125 kilomètres au nord de Paris, c'est non seulement la ville natale du Président E. Macron, mais aussi de François Ruffin de La France Insoumise. Surnommé le « [Michael Moore français](#) », ce dernier a fait une carrière de journaliste et de réalisateur avant son élection fructueuse au Parlement en 2017. Dans un récent [ouvrage](#), F.



Ruffin appelait à la création d'un « Front populaire écologique » afin de rassembler les électeur·rice·s à tendance de gauche et les électeur·rice·s de la classe ouvrière mécontente. Cela pourrait se faire dans sa ville natale. Alors qu'aucune coalition n'a été finalisée à Amiens, les discussions sont en cours et presque tous les ingrédients pour une « [soupe aux logos](#) » de gauche à la française sont sur la table : LFI, PCF, PS, Génération.s, Place Publique et les écologistes. Le maire en place, pendant ce temps, a été soutenu par le parti LREM du Président E. Macron.

Cela peut sembler maigre par rapport aux [développements](#) de l'autre côté des Pyrénées, mais pour ceux·elles qui espèrent transformer et démocratiser le gouvernement local en France, un point de référence obligatoire est **Grenoble**. Cette ville universitaire d'à peu près 160.000 habitant·e·s nichée au pied des Alpes est actuellement gouvernée par les écologistes et les partis qui forment aujourd'hui la France Insoumise. Sous la direction du maire Éric Piolle, élu en 2014, la ville a supervisé quelques [réformes](#) emblématiques—bien que modestes—comme la fin de la publicité dans la rue et la limitation des voitures dans le centre-ville. E. Piolle est candidat à une réélection en mars, promettant de doubler ses politiques éco-responsables et de défendre les services publics.

Gagner de manière conventionnelle et jouer en défense

Bien sûr, il y a d'autres hauts lieux que les partis de gauche aimeraient conquérir, bien que de manières plus conventionnelles. **Le Havre**, ville portuaire normande, est au sommet de la liste. La ville était gouvernée par Edouard Philippe jusqu'à ce qu'il quitte son poste pour devenir le Premier ministre d'Emmanuel Macron en 2017. Le successeur d'Edouard Philippe a [démissionné](#) en mars dernier alors que la presse enquêtait sur des allégations de plusieurs femmes affirmant avoir reçu des photos déplacées de l'homme nu. La ville est toujours dirigée par la droite. Alors qu'il y a eu plusieurs appels pour unir la gauche, seul un candidat, le communiste Jean-Paul Lecoq, a annoncé son intention de se lancer dans la course.

Pendant ce temps, **Lyon**, la troisième plus grande ville de France pourrait être un outsider, mais les partis de gauche sont en discussions pour lancer un défi au maire Gérard Collomb, un ancien socialiste qui est sorti des rangs pour rejoindre le parti En marche d'E. Macron et qui a servi en tant que ministre de l'Intérieur du gouvernement jusqu'en 2018. **Reims** et **Saint-Étienne** sont deux autres villes clés qui pourraient flancher, tandis que **Montpellier** est un cas particulièrement compliqué. En effet, le maire actuel est un ex-socialiste qui a soutenu la candidature à la présidence d'E. Macron et qui fait face aujourd'hui à la concurrence de



diverses listes de gauche : une soutenue par le PS et le PCF, une autre soutenue par les écologistes et une autre encore par LFI.

Parallèlement, les partis de gauche visent à défendre les villes qu’elles gouvernent actuellement. Pour les socialistes, cela inclut **Rennes**, **Nantes** et **Lille**, cette dernière étant dirigée par l’infatigable Martine Aubry, une décideuse socialiste qui est à la mairie depuis 2001. Alors que c’est un euphémisme de dire que le PS a lutté au niveau national depuis le départ du Président François Hollande, le parti maintient un solide soutien sur le terrain. Les sondages sont largement favorables aux titulaires socialistes dans chacune de ces villes.

Pendant ce temps, dans la capitale française, ce n’est pas la gauche, mais le centre qui est fragmenté. **Paris** était supposé être le couronnement de l’incursion de La République en marche dans la politique municipale, mais le parti d’E. Macron a plutôt éclaté en deux candidatures rivales. Cela pourrait ouvrir la voie à une réélection de la coalition socialiste de la représentante Anne Hidalgo, bien que des incertitudes persistent quant au soutien qui lui est accordé ou non par les écologistes. Finalement, le Parti communiste—qui, comme le PS, bénéficie d’un soutien local sur le terrain plus important que le décompte des votes national ne le suggère—espère défendre les vestiges de son autrefois puissante « ceinture rouge » autour de Paris, particulièrement les villes de banlieue que sont **Saint-Denis** et **Montreuil**.

+++

Au final, le paysage n’est étonnamment pas si défavorable à la gauche—un contraste clair par rapport au discours national essentiellement dominé par l’opposition entre E. Macron et M. Le Pen. Cela ne veut pas dire que la réputation du Président n’aura pas d’effet aux urnes : outre une large désapprobation du public, particulièrement parmi les bas revenus et la classe ouvrière, les réformes des retraites pourraient motiver davantage ceux-elles qui cherchent à mettre cela sur le dos du gouvernement. Certain·e·s de ces électeur·rice·s vont sans doute affluer vers le Rassemblement National, mais de l’autre côté du spectre, les partis de gauche rivaux de la France peuvent tous souligner leur opposition constante à l’ensemble de réformes impopulaires.

Bien sûr, il faudra plus que quelques résultats positifs dans un seul cycle électoral pour aider à inverser la vapeur, mais une belle performance en mars pourrait ouvrir la voie à une gauche française revitalisée dans un avenir pas si lointain. Et avec les élections présidentielles de 2022 en vue, il pourrait—peut-être—être bénéfique de travailler ensemble.



Cole Stangler est un journaliste basé à Paris qui couvre l'emploi et la politique. Rédacteur et producteur sur le réseau international d'information *France 24*, Cole est également un contributeur à *The Nation*, *Jacobin*, *The Atlantic* et *The Guardian* avec des ouvrages supplémentaires publiés dans *VICE*, *The New Republic*, *Dissent* et *The Village Voice*. Il est aussi un ancien rédacteur d'*International Business Times* et *In These Times*. Cole est diplômé de l'école de relations internationales de Georgetown et possède un master en histoire sociale contemporaine de l'Université de Paris 1, Panthéon-Sorbonne.

